EXCLUSIF

ANTISÉMITISME EN 3-D

S.E.M. Natan Sharansky a reçu le rédacteur en chef de Shalom pour une interview exclusive à Jérusalem dans son bureau situé à quelques pas de celui du Premier ministre. (Photo: Bethsabée Süssmann)

Par Roland S. Süssmann

Nous vivons à une époque paradoxale, où les manifestations, les musées et les mémoriaux en souvenir des six millions de Juifs assassinés en Europe se multiplient et où, parallèlement, les attaques les plus vicieuses contre Israël font quotidiennement la une de la presse internationale. Celles-ci servent de prétexte pour justifier des actes d'antisémitisme et ce aussi bien en Europe qu'en Nouvelle-Zélande. Face à cette réalité très complexe, nous avons demandé à un expert en la matière de nous donner des éclaircissements et avons été à la rencontre de *S.E.M. NATAN SHARANKSY*, ministre de la Diaspora et membre du cabinet intérieur de sécurité du gouvernement israélien.

Natan Sharansky est impliqué dans les plus importantes décisions du gouvernement israélien.
Moment de détente avec Benjamin Netanyahou, ministre des Finances, et Shaoul Mofaz, ministre de la Défense.

Pouvez-vous en quelques mots analyser la situation de la communauté juive dans le monde alors que l'antisémitisme connaît une progression fulgurante ?

Nous sommes en plein dans la guerre contre le terrorisme et il est évident pour tout le monde qu'il ne s'agit pas d'un conflit de type tribal entre Arabes et Juifs, mais du combat pour la liberté et la démocratie contre la terreur. Nous, Juifs et Israël, pourrions donc nous attendre à rencontrer un minimum de sympathie et de compréhension. Or, en plus de cette guerre que nous menons de front avec les pays démocratiques, nous sommes confrontés à une autre forme de conflit, celui contre la nouvelle vague d'antisémitisme, sans précédent depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Nous nous trouvons donc face à ce double défi: d'une part, nous participons en première ligne à la lutte mondiale contre le terrorisme alors que nous devons encore et toujours nous battre pour notre existence et notre survie, et d'autre part, nous devons être à même de répondre aux attaques dont le but est de priver les Juifs des libertés et des droits démocratiques. Depuis environ quatre ans, nous assistons à une distorsion majeure et systématique d'une qualité morale de premier plan: les droits de l'homme. Ceci est le résultat de l'acceptation par le monde libre - et je dois dire malheureusement aussi par Israël - du détournement des règles qui déterminent les valeurs des droits de l'homme. Celles-ci sont brandies comme prétexte non seulement pour soutenir des régimes dictatoriaux, mais aussi pour justifier des actes de terrorisme. Cette réalité n'est pas apparue subitement, elle date du début du processus d'Oslo. En effet, alors que l'illusion d'un accord de paix était au plus fort, l'Autorité palestinienne émergeante, aidée par l'Égypte, a lancé une campagne de propagande antisémite dans le monde entier. Cette vague de poison a alors été acceptée par tous les pays qui estimaient qu'en agissant ainsi, le monde arabe serait mieux disposé à l'égard de ce que l'on appelait alors «le processus de paix». Tous voulaient croire que cette nouvelle forme d'antisémitisme diffusée par les Arabes ne serait qu'une étape sur la route de la paix. Or ce qui s'est réellement passé, c'est que ce qui ne devait être qu'un «épisode» s'est transformé en une campagne d'antisémitisme tenace sans précédent depuis soixante ans. Les éléments essentiels de ce «nouvel antisémitisme» ne sont nouveaux que par l'ampleur du matériel diffusé, car ce sont les mêmes thèmes récurrents de l'antisémitisme clas-

Malgré son opposition au plan de désengagement du Premier ministre, Ariel Sharon a énormément d'estime pour Natan Sharansky.

sique qui sont repris et amplifiés par l'Égypte, la Syrie, l'Arabie saoudite et l'Autorité palestinienne. Afin d'illustrer mes propos, je citerai l'exemple de la station de télévision *Al-Manara* qui a diffusé en feuilleton un film de quinze heures produit en Syrie, avec pour thème la fameuse mantra du crime rituel, l'égorgement d'enfants chrétiens pour la fabrication de matsoth (pain azyme). L'une des scènes montrait comment deux Juifs à papillotes attirent un adolescent dans une cave, l'égorgent, puis recueillent son sang et le donnent triomphalement à une mère juive qui remercie l'Éternel de pouvoir ainsi fabriquer des matsoth vraiment cachères. Il faut bien comprendre que ce film n'a pas uniquement été vu par des millions de téléspectateurs dans le monde arabe, mais également par plusieurs millions de personnes en Europe. Il ne s'agit là que d'un seul exemple parmi une multitude d'autres. Après avoir présenté un extrait de six minutes aux dirigeants politiques d'Allemagne, d'Espagne et de Grande-Bretagne, j'ai obtenu que l'accès par satellite de cette station de télévision soit bloqué. La France s'est montrée réticente mais, grâce à l'intervention du CRIF, le Premier ministre et quatre ministres ont finalement vu cet extrait du film. Ils ont ensuite déclenché un processus au parlement et au sénat afin d'établir une législation spéciale autorisant la fermeture de l'accès satellite à des télévisions étrangères. Depuis le 30 juillet 2004, cette loi est entrée en vigueur et *Al-Manara* ne passe plus en France ni en Europe. Pour moi, il s'agit d'une victoire… minuscule dans une guerre gigantesque. Il faut savoir que ce type de propagande antisémite est comparable aux films qui, à l'époque de l'Allemagne nazie, étaient montrés dans les écoles. Toutefois, aujourd'hui, ces films sont beaucoup plus puissants étant donné qu'ils sont en couleur et qu'ils atteignent quotidiennement les foyers de millions de personnes. Il faut bien comprendre que ce genre de propagande tombe sur un sol extrêmement fertile en Europe, car la critique négative la plus virulente et la plus extrême à l'égard d'Israël constitue une atmosphère favorable à l'absorption des thèses antisémites les plus vicieuses. Lorsque nous tentons d'expliquer les tenants et aboutissants de ce «nouveau» type d'antisémitisme à nos interlocuteurs, nous entendons toujours la même réponse: «ne tentez pas de stopper la critique légitime envers Israël». Ceci est d'autant plus ridicule qu'il n'y a que peu de pays au monde où l'autocritique est aussi profondément ancrée dans les mœurs qu'en Israël même. Afin de pouvoir combattre cette nouvelle vague d'antisémitisme, il faut bien comprendre que celle-ci contient trois dimensions, en fait, elle est en 3-D. Le premier «D» est pour la ***D***iabolisation d'Israël, le second pour ***D***oubles standards et le troisième pour sa ***D***élégitimation. Aujourd'hui, Israël se retrouve confronté aux mêmes outils dont les antisémites se sont servis à travers les siècles pour justifier leurs agressions contre les Juifs. La diabolisation d'Israël se déroule presque quotidiennement dans la presse dite libérale. Ainsi, par exemple, l'État juif est comparé à l'Allemagne nazie, Ariel Sharon à Hitler et les camps de réfugiés à Auschwitz. C'est en particulier ce dernier point qui illustre combien la démarche volontaire de diabolisation est savamment étudiée. Il s'agit de démontrer que les Juifs et Israël sont les représentants de Satan et du mal sur terre et qu'en tant que tels, ils doivent être fortement combattus. Quant au deuxième «D», celui des doubles standards, c'est là l'outil légal (ou plutôt illégal) le plus utilisé par les antisémites: en effet, pendant des siècles, de nombreux pays avaient dans leurs législations des lois différentes pour les Juifs et pour les Chrétiens. Aujourd'hui, il serait impensable d'introduire de telles législations dans les pays démocratiques, mais il est tout à fait possible d'appliquer la règle des deux poids et deux mesures au niveau international à l'égard d'Israël. Quelques petits exemples parmi des milliers illustrent cette démarche. Au

«Si les Juifs du monde libre ne se battent pas ouvertement pour les droits d'Israël et contre l'antisémitisme, ils deviendront les nouveaux Juifs du Silence. En URSS, nous, Juifs soviétiques, étions réduits au silence par la force, mais nous avons su briser cette chape de plomb et gagner la liberté.»

Les concessions unilatérales d'Israël pourront-elles infléchir la politique pro-arabe des Européens? (Photo: P.-O.M.)

sein de la Commission dite des droits de l'homme de l'ONU, Israël a été condamné plus souvent que l'ensemble des régimes dictatoriaux. D'autre part, Israël est le seul pays au monde qui a été condamné par 150 nations au sujet de l'application de la Convention de Genève pour son traitement des prisonniers de guerre. Or il suffit de voir comment ceux-ci sont traités en Israël et comment ils le sont à quelques kilomètres de chez nous, en Syrie… Il est donc évident que l'application de ces doubles standards n'est rien d'autre qu'une démarche antisémite. Quant au dernier «D», celui de la délégitimation, il suit également une vieille tradition antisémite. L'histoire, le sort et la nation juive ont été délégitimés à travers les siècles. Aujourd'hui en Europe, en particulier en France et en Grande-Bretagne, et sur les campus des universités américaines, une thèse s'affirme de plus en plus disant que l'existence même de l'État d'Israël est simplement illégale. L'idée ainsi promue veut qu'Israël soit en fait la dernière création du colonialisme qui ait survécu. D'ailleurs, disent les détracteurs, toutes les colonies ont été abandonnées et les colonisateurs sont retournés dans leurs pays. Pourquoi les Juifs venus d'Europe, de différents pays arabes et des États-Unis ne rentreraient-ils pas simplement dans leurs pays d'origines? Pourquoi et de quel droit les Juifs resteraient-il au Moyen-Orient, où ils imposent leur pays aux nations de la région? Je pense que sur ce point précis de la délégitimation, nous ne sommes qu'au début d'un processus dont les prémices poussent vite et qu'il faut tuer pratiquement dans l'œuf.

Que proposez-vous pour combattre la promotion si active de l'antisémitisme à travers le monde?

Comme pour un film en 3-D, il faut porter les bonnes lunettes pour pouvoir en saisir toute la dimension. Dans le cas présent, il s'agit de mesurer l'ampleur des dangers que chacun de ces éléments porte en soi. J'estime qu'à chaque fois que nous entendons parler de «critique légitime à l'égard d'Israël», chacun de nous doit analyser cette «critique» à la lumière des trois «D» que je viens d'évoquer. Ceci permet de mesurer l'ampleur de l'antisémitisme, en particulier en Europe, où cette démarche bénéficie du soutien actif de la presse dite «libérale», qui déforme quotidiennement les principes de base des droits de l'homme qu'elle dit défendre. A ce propos, je citerai ici mon maître à penser Andreï Sakharov: «Les droits de l'homme n'ont leur place et ne peuvent être défendus que dans une société véritablement libre».
Aujourd'hui, nous sommes en plein dans la guerre qui oppose la société libre aux dictatures, et il n'est simplement pas acceptable que, dans leur opposition au monde libre, les dictatures bénéficient d'un soutien international sous prétexte de la promotion et de l'application de ces fameux droits de l'homme. Or actuellement, c'est exactement ce qui se passe et qui rend notre combat si difficile.
Quant à savoir ce que nous pouvons faire, je crois qu'avant tout nous devons nous livrer à une petite introspection et nous poser la question de savoir si nous croyons vraiment en la justesse de notre cause. Nous devons être persuadés que notre vérité est juste, que nous devons nous battre pour qu'elle triomphe et être conscients du fait que ce qui est bon pour nous l'est aussi pour l'ensemble du monde libre. C'était d'ailleurs là le secret de notre succès en URSS, nous savions que la vérité était de notre côté et que la solidarité du peuple juif était forte et sans faille. A l'époque, les Soviétiques l'avaient compris et s'étaient surtout rendu compte que l'antisémitisme leur portait préjudice. Ceci est toujours valable aujourd'hui, de nombreuses personnes réalisent le tort que leur procure l'antisémitisme et comprennent aussi que le fait de supporter des régimes totalitaires est en définitive nuisible pour elles. Toutefois, la relation entre l'antisémitisme classique et la nouvelle forme d'antisémitisme dont je vous ai parlé n'est pas toujours identifiée immédiatement. Elle doit surtout être reconnue par les Juifs eux-mêmes. Afin d'illustrer mes propos, je vous dirai que j'ai récemment visité 21 campus des principales universités américaines. Dans certains, la situation est très difficile car, pendant les vingt dernières années, les pays arabes ont entrepris un effort majeur pour établir et dévelop-

«Nous devons nous méfier de la critique légitime d'Israël qui n'est souvent qu'un prétexte pour promouvoir l'antisémitisme.» (Photo: Bethsabée Süssmann)

per des «centres d'études sur le Moyen-Orient». Par conséquent, pratiquement aucun professeur n'enseigne l'histoire du Proche-Orient dans ces universités sans qu'elle soit truffée de propagande antisioniste et pro-palestinienne. Là également, la bannière dite des droits de l'homme est utilisée de la façon la plus démagogique possible pour stigmatiser Israël. J'ai toutefois constaté que dans les campus où il y a un fort noyau d'activistes juifs qui ne craignent pas de dénoncer ce qui se passe, qui n'ont pas peur d'affirmer leur identité, qui connaissent la vérité historique et les faits sur le terrain et qui savent répondre aux attaques les plus vicieuses et les plus tortueuses, le climat change très rapidement. Par exemple, l'un des sujets les plus discutés dans les universités américaines concerne les droits des femmes. Or il est facile de démontrer que dans les régions contrôlées par l'Autorité palestinienne, ceux-ci sont quotidiennement violés et ce, non pas en secret ou illégalement, mais avec l'assentiment et le soutien des autorités locales. Le seul moyen pour une femme de fuir ces souffrances et d'être certaine de ne pas être assassinée, c'est de s'installer en Israël. Une autre cause célèbre et populaire est celle des homosexuels. Pour qu'un gay puisse vivre librement son identité à Ramallah, il n'a qu'un seul moyen: demander l'asile à Jérusalem. Il est donc primordial que les Juifs n'aient pas peur, qu'ils ne se laissent pas décourager et surtout qu'ils ne craignent pas qu'en affirmant leur soutien à Israël et à la cause juive, ils risquent de subir des dommages au niveau de leur avancement académique ou de leur carrière professionnelle. Il faut bien comprendre qu'il ne s'agit pas de cas isolés, j'ai rencontré de nombreux étudiants et de jeunes Juifs qui ont commencé à travailler et qui m'ont clairement dit: «Si nous affirmons notre soutien à Israël, nous risquons de subir de graves dommages dans notre travail». Je leur ai répondu: «Vous êtes dans une situation très dangereuse. Le judaïsme américain n'a pas les moyens de devenir celui des «Juifs du Silence». Or aujourd'hui, par crainte, 70% des jeunes Juifs sur les campus préfèrent garder le silence. Nous, les Juifs d'URSS, étions les Juifs du Silence, mais nous avons su briser cette chape de plomb qui nous paralysait.» Ceci est d'autant plus inquiétant que la communauté juive américaine est la plus affluente et la plus puissante au monde, installée et fortement ancrée dans le pays des libertés. Nous sommes donc confrontés à un énorme défi qui est de savoir comment renforcer notre jeunesse. Si Israël a sa part à jouer pour que

«Statistiquement, les communautés juives de la Diaspora sont en déclin numérique. L'avenir du peuple juif est donc en Israël.» (Photo de Har Homah, nouveau quartier de Jérusalem).

nous gagnions ce défi, les communautés juives à travers le monde partagent intimement cette responsabilité avec nous. En particulier aux États-Unis, les communautés sont très riches, très puissantes et disposent d'une influence importante, or elles n'utilisent aucun de ces atouts pour défendre notre cause commune: Israël et la lutte contre l'antisémitisme. Là aussi, un exemple frappant illustrera facilement mes propos. Récemment, je me suis rendu dans un très grand campus américain. Au cours d'une rencontre avec des étudiants, ceux-ci m'ont demandé si je pouvais les aider à rencontrer le président de leur université afin qu'ils puissent lui exposer un certain nombre de faits concernant des actes d'antisémitisme qui s'y sont déroulés. Cela faisait une année (!) qu'ils avaient demandé un rendez-vous, sans succès. Le soir, j'ai rencontré les dirigeants communautaires et leur ai dit: «Les Juifs de cette ville ont investi plus d'argent dans cette université que n'importe qui d'autre et surtout que les Arabes qui, aujourd'hui, diffusent librement leur poison. Il vous suffit de décrocher le téléphone pour parler au président. Comment se fait-il que les étudiants aient dû attendre que je vienne pour pouvoir le rencontrer ? Vous vous plaignez toujours qu'Israël ne fait pas ce qu'il faut au niveau de l'information et de la propagande, la fameuse Hasbarah, mais vous, vous n'entreprenez même pas les démarches les plus simples. Il faut que cela change, et très rapidement.»

Pensez-vous qu'Israël a une responsabilité dans cette évolution négative ?

Malheureusement, nous avons contribué d'une manière significative à entretenir cette confusion morale, où les droits de l'homme sont utilisés pour combattre la liberté et où il n'est pour ainsi dire plus possible de distinguer le bien du mal. Notre apport à ce bouleversement a commencé en 1993, lorsque nous avons installé un dictateur corrompu dans certaines parties des territoires et décidé que, pour assurer notre sécurité, il fallait soumettre les populations arabes de ces régions à une dictature sanglante. Le slogan à l'époque en vogue était:

«sans organisations des droits de l'homme, sans Cour suprême et sans presse libre, Arafat combattra le Hamas mieux que nous, avec notre puissance». Non seulement nous avons volontairement fermé les yeux sur ses exactions, mais nous l'avons aidé, armé et financé, tout cela au nom d'une paix totalement illusoire. Comme tous les dictateurs, Arafat a besoin d'un ennemi et nous étions la cible idéale. Il a donc utilisé chaque sou, non seulement pour nous combattre par le terrorisme, mais pour promouvoir la haine contre nous. En agissant ainsi, en l'instaurant et en le soutenant, nous avons donc contribué à la fois à la confusion morale dont je vous ai parlé et renforcé cette illusion qui veut qu'en apportant un soutien à des dictateurs corrompus, on peut améliorer la situation mondiale.

Récemment, le Premier ministre M. Ariel Sharon a fait une remarquable déclaration, avertissant les Juifs de France des dangers qui les guettent et les invitant à venir immédiatement, ou le plus vite possible, en Israël. Dans quel pays pensez-vous que les Juifs sont le plus en danger aujourd'hui?

Tout d'abord, je ne crois pas que l'Alyah (l'immigration vers Israël) doit être motivée par la crainte ou par l'action des antisémites. Je souhaite que les Juifs viennent ici par conviction et pour toutes les bonnes raisons que l'on peut imaginer. Toutes les statistiques démontrent que l'avenir du peuple juif se situe uniquement en Israël. Dans le monde entier, les communautés sont sur le déclin, sauf en France, où il y a eu l'influx des Juifs d'Afrique du Nord, et en Allemagne, où des Juifs en provenance des pays de l'Europe de l'Est se sont installés. Il est également démontré que la survie de chaque Juif est intimement liée à Israël.

Un grand nombre d'entre nous se posent la question de savoir quant c'est le bon moment pour partir?

Celui qui ne veut pas voir les avertissements qui se multiplient ne les verra jamais et sera, en définitive, pris par surprise lorsqu'il sera trop tard. A travers toute notre histoire, nous avons connu ce type de situation, en particulier avant la Shoa.

Une conversation avec un ministre du gouvernement d'Israël ne serait pas complète si je ne l'interrogeais pas sur ses vues concernant la situation actuelle au Proche-Orient. Pensez-vous que la présence américaine dans la région a effectivement provoqué un changement fondamental?

Il ne faut surtout pas sous-estimer l'importance de cette modification stratégique de tout premier ordre qui réside dans le fait que le régime de Saddam Hussein a été supprimé. Pour la première fois de notre histoire, nous n'avons plus de ligne de front sur notre frontière orientale. Beaucoup de pays ne nous aiment pas mais, bien que nous soyons confrontés à un grand nombre de défis très sévères, pour l'instant nous sommes débarrassés de toute menace qui viendrait d'un pays situé à l'est de la plus longue frontière d'Israël. Aujourd'hui, les plus grands dangers qui nous guettent se situent en Égypte, qui s'arme de manière totalement démesurée, et dans le cadre de l'Autorité palestinienne.

Malheureusement, parallèlement à la bonne nouvelle concernant notre frontière orientale, nous vivons une époque très dangereuse. En effet, une nouvelle illusion gagne du terrain à travers le globe et au sein de notre leadership, qui prône que le seul moyen d'instaurer la sécurité dans cette région et de la renforcer dans le monde est d'amadouer les régimes dictatoriaux en faisant des concessions unilatérales. Or il est bien connu que l'apaisement et la stabilisation des régimes terroristes résultent en plus de souffrances pour les peuples qu'ils dominent mais aussi pour les pays environnants et les autres nations, lorsqu'ils ne mènent pas directement au conflit armé. En ce qui concerne notre région, en acceptant l'idée des concessions unilatérales, nous acceptons les conditions d'Arafat qui disent: «pas de Juifs sur les terres que je contrôle». En d'autres termes, Israël, société libre et démocratique, accepte qu'un régime dictatorial lui impose que certaines de ses régions soient totalement «Judenrein». Aucun politicien israélien, et moi en premier, ne pourrait souscrire à l'idée que des Arabes soient expulsés de leurs maisons pour que des zones d'Israël soient vidées de leur population arabe. Pour ma part, cette idée d'accepter que la dictature d'Arafat puisse agir librement et à sa guise dans notre propre cour arrière et que, pour servir sa cause, des Juifs soient forcés d'abandonner leurs foyers, n'est pas tolérable et je mets tout en œuvre pour la combattre.

Juillet 2004: lors de leur arrivée en Israël, des immigrants venus de France ont eu la surprise d'être accueillis à l'aéroport par le Premier ministre en personne.